

Par **bernard BROUSTET**

Usine Ford à Blanquefort (33) : pérennité officialisée

L'accord signé vendredi entre l'État, les collectivités locales et Ford concrétise la poursuite d'une histoire qui avait failli s'interrompre



Après l'enseigne artisanale éphémère installé hier par les syndicats, le vrai logo reviendra en août. (photo stéphane lartigue)

Vincent Feltesse était retenu par les travaux du Parlement. Alain Juppé avait fait savoir en début de matinée, par un communiqué un peu sec, qu'il ne viendrait pas au comité de pilotage de Ford Aquitaine industrie (FAI), estimant qu'aucun « élément nouveau » n'était à prévoir lors de cette réunion entre dirigeants de Ford, élus, syndicalistes et hauts fonctionnaires. Il n'empêche que, sur le plan symbolique, l'événement ne manquait pas de portée. L'entreprise, le préfet et les collectivités ont en effet signé l'accord-cadre qui définit les engagements des différentes parties pour la pérennisation de l'usine de Blanquefort.

Le document, fruit de longues séances de travail entre hauts fonctionnaires, dirigeants de Ford, élus et collaborateurs des assemblées territoriales, illustre l'ampleur de l'effort consenti par les pouvoirs publics pour contribuer à sauver le site. L'État, la Région, la CUB, le Département - et à une petite échelle la mairie de Blanquefort - s'engagent à verser plus de 12 millions d'euros d'aide à l'investissement. Il faut y ajouter les dépenses de formation largement financées par la Région, et les quelque 8 millions mis sur la table par l'État pour le chômage partiel, qui ne s'interrompra sans doute pas totalement avant 2014.

PUBLICITÉ

Les syndicats vigilants

Ford a pris hier de façon formelle pour la première fois un engagement qui ne lui coûte pas cher, mais qui a valeur de preuve : son logo reviendra début août sur le site. Au-delà de ce signe tangible du retour effectif de l'usine dans le giron de la multinationale, celle-ci renouvelle son « objectif » d'atteindre les 1 000 emplois sur le site. Faute de quoi, d'ailleurs, les collectivités ne verseront pas l'intégralité des subventions.

Malgré la satisfaction d'avoir sauvé leur outil de travail, les syndicats ne baissent pas la garde. Gilles Lambersend, secrétaire (CGT) du comité d'entreprise, a affirmé hier que les projets déjà en œuvre (emballages d'organes et usinage de carters moteurs) ou encore en phase de développement, comme la nouvelle boîte automatique 6F35 ou le double embrayage de la future Mondeo, ne permettraient d'employer que 800 personnes. Il a donc réitéré la demande d'un nouveau projet - demande à laquelle Ford, confronté à une surcapacité en Europe, fait pour l'heure la sourde oreille.

Moment fort

Mais, au-delà de ces divergences, l'événement constituait un moment fort dans l'histoire d'un site passé bien près de la mort. L'emblématique leader cégétiste Philippe Poutou félicitait ses camarades de n'avoir « rien lâché » dans cette période cruciale. De son côté, Jeff Wood, vice-président américain de Ford Europe, saluait le rôle positif joué par les différents acteurs, dont les syndicats. Et ce bien que les sujets de friction, voire d'affrontement, n'aient pas manqué ces dernières années.

Pour Jeff Wood, la réunion d'hier n'est pas un aboutissement mais le point départ d'une nouvelle ère, dans laquelle le lancement de la production en série de la 6F35, prévu pour le 4 juillet, sera une autre date clé. Quant aux syndicats, ils considèrent qu'ils doivent maintenir leur mobilisation et leur vigilance. La riche histoire industrielle mais aussi sociale de Ford Blanquefort n'est pas terminée.